



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5354
14 décembre 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session
Point 38 de l'ordre du jour

ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : Mlle Gay SELLERS (Canada)

1. A sa 1129^{ème} séance plénière, le 24 septembre 1962, l'Assemblée générale a renvoyé à la Deuxième Commission le point ci-après de son ordre du jour :

Point 38 : Accroissement démographique et développement économique.

2. La Commission était saisie des documents suivants : un mémoire explicatif présenté par le Danemark et la Suède (A/4848) et une note du Secrétaire général (A/5222).

3. La Commission a reçu un projet de résolution présenté par Ceylan, le Danemark, le Ghana, la Grèce, le Népal, la Norvège, l'Ouganda, le Pakistan, la République arabe unie, la Suède, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie (A/C.2/L.657 et Add.1), libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

"Considérant qu'un progrès économique et social rapide dans les pays en voie de développement dépend en particulier de l'aptitude de ces pays à assurer à leur population l'instruction, un niveau de vie convenable et la possibilité d'un travail productif,

"Considérant en outre que le développement économique et social et la politique démographique ne constituent pas une alternative, mais peuvent être poursuivis en même temps afin d'obtenir les meilleurs résultats,

"Reconnaissant que la santé et le bien-être de la famille sont de la plus haute importance, non seulement pour des raisons humanitaires évidentes, mais aussi au regard du développement économique et du progrès social, et que la santé et le bien-être de la famille doivent retenir particulièrement l'attention dans les régions où le taux d'accroissement démographique est relativement élevé,

"Reconnaissant en outre qu'il appartient à chaque gouvernement de fixer sa propre politique et d'établir ses propres programmes d'action pour faire face aux problèmes démographiques et à ceux du progrès économique et social,

"Rappelant aux Etats Membres de l'ONU que, d'après les résultats de recensements récents, l'accroissement démographique effectif au cours des dix dernières années a dépassé sensiblement les prévisions antérieures touchant l'augmentation de la population mondiale et que cet accroissement a été particulièrement élevé dans beaucoup de pays peu développés et à faible revenu,

"Rappelant aux Etats Membres que, pour arrêter leur politique nationale, ils ont intérêt à tenir compte des dernières données pertinentes sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, et que le Congrès mondial de la population et la Conférence asiatique de la population qui se tiendront prochainement pourraient apporter des éléments nouveaux quant à l'importance de ce problème, particulièrement pour les pays en voie de développement,

"Rappelant sa résolution 1217 (XII) dans laquelle, notamment, elle invitait les Etats Membres, en particulier ceux qui sont depuis peu en voie de développement, à suivre d'aussi près que possible les rapports qui existent entre les changements économiques et les changements démographiques, et demandait au Secrétaire général d'assurer la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines démographique et économique,

"Rappelant la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social, qui contient des dispositions tendant à intensifier les efforts déployés en vue d'assurer une coopération internationale dans l'évaluation, l'analyse et l'utilisation des résultats des recensements de population et des données connexes, en particulier pour ce qui est des rapports existant entre la situation économique et sociale et les tendances démographiques dans les pays économiquement peu développés, et qui prie le Secrétaire général d'explorer les possibilités qui s'offrent d'augmenter le montant des fonds d'assistance technique pouvant être utilisés pour ces activités,

"1. Adopte le rapport du Secrétaire général par intérim, intitulé "Décennie des Nations Unies pour le développement - mesures proposées", qui contient notamment des indications sur les rapports étroits qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social;

"2. Note avec satisfaction les travaux sur les problèmes démographiques qui ont été exécutés jusqu'ici sous la direction de la Commission de la population du Conseil économique et social;

/...

"3. Recommande que le Conseil économique et social, en coopération avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et la Commission de la population, intensifie les études et les recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, en prêtant une attention particulière à la planification économique, régionale et nationale, dans les pays en voie de développement, ainsi qu'aux investissements dont ces pays ont besoin pour leur équipement sanitaire et scolaire;

"4. Prie le Secrétaire général d'assurer une large diffusion aux résultats de ces études et de lui faire rapport chaque année à leur sujet;

"5. Estime, comme la Commission de la population, que l'Organisation des Nations Unies doit encourager et aider les gouvernements, en particulier ceux des pays peu développés, à recueillir les données de base et à effectuer les études indispensables sur les aspects démographiques, de même que sur les autres aspects, de leurs problèmes de développement économique et social, et qu'elle devrait fournir aux gouvernements, sur leur demande, une assistance technique pour leur permettre d'exécuter leurs projets et programmes nationaux relatifs aux problèmes démographiques;

"6. Recommande que le deuxième Congrès mondial de la population prête une attention particulière aux rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, notamment dans les pays peu développés, et qu'il s'efforce d'obtenir que des experts de ces pays participent le plus possible à ses travaux."

4. La Commission a examiné cette question, y compris le projet de résolution ci-dessus, de sa 866ème à sa 869ème séance et à ses 874ème et 875ème séances.

5. A la 866ème séance, le représentant de la Suède a présenté le projet de résolution des 13 puissances (A/C.2/L.657).

6. A la 868ème séance, l'Espagne, la France, le Liban et le Libéria ont présenté à la Commission des amendements (A/C.2/L.709) tendant à :

a) Remplacer le deuxième alinéa du préambule par le texte suivant :

"Considérant en outre que le développement économique et l'accroissement démographique ne sont pas incompatibles, mais sont étroitement liés l'un à l'autre,".

b) Supprimer, au cinquième alinéa du préambule, les mots : "... a dépassé sensiblement les prévisions antérieures touchant l'augmentation de la population mondiale et que cet accroissement ...".

/...

c) Remplacer au sixième alinéa du préambule, les deux premières lignes par le texte suivant :

"Rappelant aux Etats Membres que, pour arrêter leur politique économique et sociale, ils ont intérêt à disposer de données préliminaires sur les rapports qui..."

d) Au huitième alinéa du préambule, remplacer les cinq dernières lignes, après les mots : "...et des données connexes..." par le texte suivant :

"... notamment dans les pays peu développés et qui prie le Secrétaire général d'explorer les possibilités qui s'offrent d'augmenter le montant des fonds d'assistance technique pour aider les gouvernements qui en feraient la demande à mettre au point des programmes permanents de recherche démographique,".

e) Ajouter le paragraphe suivant à la fin du préambule :

"Reconnaissant que de nouvelles études et recherches sont nécessaires pour combler les lacunes de nos connaissances sur les causes et les conséquences des tendances démographiques, particulièrement dans les pays moins développés,".

f) Remplacer le premier mot du paragraphe 1 du dispositif par les mots "Prend note".

g) Insérer après le paragraphe 2 du dispositif, le paragraphe suivant :

"3. Prie le Secrétaire général de procéder à une enquête auprès des gouvernements des Etats Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées sur les problèmes particuliers qu'ils ont à résoudre du fait de l'action réciproque du développement économique et des changements démographiques;"

h) Remplacer le paragraphe 3 du dispositif par le texte suivant :

"Recommande au Conseil économique et social, en coopération avec les institutions spécialisées, et compte tenu des résultats de l'enquête mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, de poursuivre ses études et recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, en prêtant une attention particulière aux investissements dont ont besoin les pays en voie de développement pour leur équipement sanitaire et scolaire, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement;".

i) Supprimer les paragraphes 4 et 5 du dispositif.

j) Ajouter à la fin du dispositif un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"Recommande en outre au Conseil économique et social de faire rapport à ce sujet à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.".

7. A sa 869ème séance, la Commission a été saisie d'une version révisée (A/C.2/L.657/Rev.1) du projet de résolution, présenté par les pays suivants : Ceylan, Danemark, Ghana, Grèce, Népal, Norvège, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Suède, Tunisie et Turquie.

8. Les modifications ci-après avaient été apportées au texte original :

a) Au deuxième alinéa du préambule, les mots "la politique démographique ne constitue pas une alternative, mais" étaient remplacés par les mots "les politiques tendant à encourager la limitation ou l'accroissement de la population ne sont pas incompatibles, mais sont étroitement liées, et...".

b) Au cinquième alinéa du préambule, les mots "a dépassé sensiblement les prévisions antérieures touchant l'augmentation de la population mondiale et que cet accroissement" étaient supprimés.

c) Au huitième alinéa du préambule, les mots "en particulier pour ce qui est des rapports existant entre la situation économique et sociale et les tendances démographiques dans les pays économiquement peu développés, et" étaient remplacés par les mots "en particulier dans les pays peu développés, et".

d) Au paragraphe 1 du dispositif, le mot "Adopte" était remplacé par les mots "Prend note avec satisfaction".

e) Le nouveau paragraphe ci-après était inséré entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif :

"3. Prie le Secrétaire général de mener auprès des gouvernements des Etats Membres une enquête sur les problèmes particuliers qu'ils rencontrent du fait de l'action réciproque du développement économique et des changements démographiques;".

f) A la fin du paragraphe 3 (nouveau paragraphe 4) du dispositif, les mots ci-après étaient ajoutés : ",compte tenu des résultats de l'enquête susmentionnée;".

g) Le paragraphe 4 (nouveau paragraphe 5) du dispositif était modifié et libellé de la façon suivante :

"5. Recommande en outre que le Conseil économique et social rende compte de ses conclusions à l'Assemblée générale, au plus tard à la dix-neuvième session;".

9. Les auteurs des amendements ont alors révisé ceux-ci (A/C.2/L.709/Rev.1) de la façon suivante :

a) Les amendements a), c), d) et e) demeuraient inchangés.

b) Les amendements b) et j) étaient retirés.

c) L'amendement f) était révisé et tendait à remplacer les mots "qui contient notamment des indications sur les rapports étroits qui existent entre", figurant au paragraphe 1 du dispositif, par les mots "qui se réfère notamment aux rapports existant entre".

d) L'amendement g) était révisé et tendait à insérer les mots "des Nations Unies et des institutions spécialisées" au paragraphe 3 du dispositif, après les mots "Etats Membres".

e) L'amendement h) était révisé et tendait à remplacer le paragraphe 4 du dispositif par le texte suivant :

"4. Recommande au Conseil économique et social, en coopération avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et la Commission de la population et compte tenu des résultats de l'enquête mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, de poursuivre ses études et recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, en prêtant une attention particulière aux investissements dont ont besoin les pays en voie de développement pour leur équipement sanitaire et scolaire, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement;".

f) L'amendement i) était révisé et tendait à supprimer le paragraphe 6 du dispositif.

10. A la 774^{ème} séance, les auteurs du projet de résolution ont informé la Commission qu'ils avaient apporté les nouvelles modifications ci-après au texte (A/C.2/L.657/Rev.2) :

a) Le deuxième alinéa du préambule, modifié, se lisait comme suit :

"Considérant en outre que le développement économique et social et les politiques démographiques sont étroitement liés, et peuvent être poursuivis simultanément afin d'obtenir les meilleurs résultats,".

b) Au cinquième alinéa du préambule, les mots "ou membres des institutions spécialisées" étaient insérés après les mots "Etats Membres de l'ONU".

c) Au sixième alinéa du préambule, les mots "politiques nationales" étaient remplacés par les mots "politiques économiques et sociales".

d) Au septième alinéa du préambule, les mots "qui sont depuis peu en voie de développement" étaient remplacés par les mots "qui sont en voie de développement".

e) Les nouveaux alinéas ci-après étaient insérés à la fin du préambule :

"Reconnaissant que de nouvelles études et recherches sont nécessaires pour combler les lacunes de nos connaissances sur les causes et les conséquences des tendances démographiques, particulièrement dans les pays peu développés,".

"Reconnaissant que le déplacement de groupes nationaux importants vers d'autres pays peut créer des difficultés d'ordre ethnique, politique, affectif et économique,".

f) Au paragraphe 1 du dispositif, les mots "qui contient notamment des indications sur les rapports étroits" étaient remplacés par les mots "qui mentionne notamment les rapports étroits".

g) Au paragraphe 3 du dispositif, les mots "des Nations Unies et des institutions spécialisées" étaient insérés après les mots "gouvernements des Etats Membres".

h) Le libellé du paragraphe 4 du dispositif, modifié, se lisait comme suit :

"Recommande au Conseil économique et social, en coopération avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et la Commission de la population et compte tenu des résultats de l'enquête mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, d'intensifier ses études et ses recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, en prêtant une attention particulière aux investissements dont ont besoin les pays en voie de développement pour leur équipement sanitaire et scolaire, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement;".

11. Les auteurs des amendements, auxquels s'était joint le Gabon, ont fait savoir à la Commission que leur texte avait été révisé comme suit (A/C.2/L.709/Rev.2) :

a) Les amendements c), e), f), g) et h) étaient retirés.

b) L'amendement a), modifié, devait se lire comme suit :

"Considérant en outre que le développement économique et l'accroissement démographique sont étroitement liés l'un à l'autre,".

c) Les amendements d) et i) demeuraient inchangés.

12. La Commission était saisie d'une note du Secrétaire général (A/C.2/L.657/Rev.1/Add.1) indiquant les incidences financières du projet de résolution révisé.

/...

13. A la 875ème séance, la Commission a voté sur les amendements présentés par les cinq puissances (A/C.2/L.709/Rev.2) et le projet de résolution révisé des douze puissances (A/C.2/L.657/Rev.2). Le vote s'est déroulé de la manière suivante :

a) L'amendement a) (A/C.2/L.709/Rev.2, par. 1) a fait l'objet d'un vote par appel nominal (demandé par l'Argentine) et a été adopté par 36 voix contre 27, avec 29 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Chine, Colombie, Côte-d'Ivoire, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mexique, Niger, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Rwanda, Salvador, Togo, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Algérie, Australie, Ceylan, Chili, Costa Rica, Danemark, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Inde, Islande, Japon, Mali, Maroc, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Birmanie, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chypre, Cuba, Dahomey, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Hongrie, Indonésie, Irak, Israël, Jamaïque, Mauritanie, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Union des Républiques socialistes soviétiques.

b) L'amendement d) (A/C.2/L.109/Rev.2, par. 2) a fait l'objet d'un vote par appel nominal (demandé par l'Argentine) et a été adopté par 44 voix contre 23, avec 29 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Chine, Colombie, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Niger, Nigéria, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Australie, Ceylan, Chypre, Danemark, Finlande, Ghana, Grèce, Inde, Irak, Islande, Japon, Maroc, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Algérie, Arabie Saoudite, Birmanie, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Costa Rica, Cuba, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Hongrie, Indonésie, Israël, Jamaïque, Libye, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Tanganyika, Tchad, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

c) L'amendement i) (A/C.2/L.709/Rev.2, par. 3) a fait l'objet d'un vote par appel nominal (demandé par l'Argentine) et a été rejeté par 32 voix contre 30, avec 35 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Colombie, Dahomey, Espagne, France, Gabon, Guatemala, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Salvador, Tchécoslovaquie, Togo, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Algérie, Australie, Burundi, Ceylan, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Inde, Irak, Islande, Japon, Mali, Maroc, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Birmanie, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Côte-d'Ivoire, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Haïti, Hongrie, Indonésie, Israël, Jamaïque, Libye, Mauritanie, Mongolie, Niger, Panama, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad, Union des Républiques socialistes soviétiques.

d) Le représentant de la Tunisie ayant soulevé une objection en vertu de l'article 130 du règlement intérieur, la Commission a approuvé par 37 voix contre 25, avec 36 abstentions, une motion demandant que l'on procède à un vote séparé sur chacune des parties du paragraphe 6 du dispositif. Le vote a eu lieu par appel nominal (à la demande de l'Argentine) et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Burundi, Cameroun, Chine, Colombie, Dahomey, Espagne, France, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mexique, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Togo, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Algérie, Ceylan, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Ghana, Grèce, Guinée, Irak, Islande, Japon, Mali, Maroc, Népal, Norvège, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Rwanda, Suède, Syrie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Australie, Birmanie, Bulgarie, Cambodge, Canada, Côte-d'Ivoire, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Jamaïque, Mauritanie, Mongolie, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Tanganyika, Tchad, Thaïlande, Trinité et Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques.

e) A la suite d'un vote séparé demandé par les Philippines, la Commission a décidé par 37 voix contre 27, avec 34 abstentions, de maintenir les mots "de même que sur les autres aspects" au paragraphe 6 du dispositif. Le vote a eu lieu par appel nominal (à la demande de l'Argentine) et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie Saoudite, Australie, Burundi, Ceylan, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Haïti, Inde, Irak, Islande, Japon, Mali, Maroc, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Rwanda, Sénégal, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Ont voté contre : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Chine, Colombie, Dahomey, Espagne, France, Gabon, Guatemala, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Salvador, Tchécoslovaquie, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Côte-d'Ivoire, Cuba, Ethiopie, Hongrie, Indonésie, Israël, Jamaïque, Libye, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Niger, Panama, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques.

f) A la suite d'un vote séparé demandé par les Pays-Bas, la Commission a décidé par 37 voix contre 27, avec 35 abstentions, de maintenir les mots "et qu'elles devraient fournir aux gouvernements, sur leurs demandes, une assistance technique pour leur permettre d'exécuter leurs projets et programmes nationaux relatifs aux problèmes démographiques;" au paragraphe 6 du dispositif. Le vote a eu lieu par appel nominal (à la demande de l'Argentine) et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie Saoudite, Australie, Burundi, Ceylan, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Haïti, Inde, Irak, Islande, Japon, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Rwanda, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Ont voté contre : Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Cameroun, Colombie, Dahomey, Espagne, France, Gabon, Guatemala, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Sénégal, Tchécoslovaquie, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Birmanie, Bolivie, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Côte-d'Ivoire, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Hongrie, Indonésie, Israël, Jamaïque, Mexique, Mongolie, Niger, Panama, Philippines, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques.

g) L'ensemble du projet de résolution révisé, ainsi modifié, a fait l'objet d'un vote par appel nominal (demandé par l'Afghanistan) et a été adopté par 43 voix contre 14, avec 42 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Australie, Birmanie, Burundi, Ceylan, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Islande, Japon, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Ont voté contre : Argentine, Autriche, Belgique, Colombie, Espagne, France, Irlande, Italie, Liban, Libéria, Luxembourg, Pérou, Portugal, Uruguay.

Se sont abstenus : Albanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Cuba, Dahomey, Equateur, Ethiopie, Gabon, Guatemala, Hongrie, Iran, Israël, Jamaïque, Madagascar, Mexique, Mongolie, Niger, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République centrafricaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Tchad, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité et Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Recommandation de la Deuxième Commission

14. La Deuxième Commission recommande donc à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Considérant qu'un progrès économique et social rapide dans les pays en voie de développement dépend en particulier de l'aptitude de ces pays à assurer à leur population l'instruction, un niveau de vie convenable et la possibilité d'un travail productif,

Considérant en outre que le développement économique et l'accroissement démographique sont étroitement liés l'un à l'autre,

Reconnaissant que la santé et le bien-être de la famille sont de la plus haute importance, non seulement pour des raisons humanitaires évidentes, mais aussi au regard du développement économique et du progrès social, et que la santé et le bien-être de la famille doivent retenir particulièrement l'attention dans les régions où le taux d'accroissement démographique est relativement élevé,

Reconnaissant en outre qu'il appartient à chaque gouvernement de fixer sa propre politique et d'établir ses propres programmes d'action pour faire face aux problèmes démographiques et à ceux du progrès économique et social,

Rappelant aux Etats Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées que, d'après les résultats de recensements récents, l'accroissement démographique effectif au cours des dix dernières années a été particulièrement élevé dans beaucoup de pays peu développés et à faible revenu,

Rappelant aux Etats Membres que, pour arrêter leurs politiques économiques et sociales, ils ont intérêt à tenir compte des dernières données pertinentes sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, et que le Congrès mondial de la population et la Conférence asiatique de la population qui se tiendront prochainement pourraient apporter des éléments nouveaux quant à l'importance de ce problème, particulièrement pour les pays en voie de développement,

Rappelant sa résolution 1217 (XII) du 14 décembre 1957 dans laquelle, notamment, elle invitait les Etats Membres, en particulier ceux qui sont en voie de développement, à suivre d'aussi près que possible les rapports qui existent entre les changements économiques et les changements démographiques, et demandait au Secrétaire général d'assurer la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines démographique et économique,

Rappelant la résolution 820 (XXXI) du Conseil économique et social, qui contient des dispositions tendant à intensifier les efforts déployés en vue d'assurer une coopération internationale dans l'évaluation, l'analyse et l'utilisation des résultats des recensements de population et des données connexes, notamment dans les pays peu développés, et dans laquelle le Conseil prie le Secrétaire général d'explorer les possibilités qui s'offrent d'augmenter le montant des fonds d'assistance technique pour aider les gouvernements qui en feraient la demande à mettre au point des programmes permanents de recherche démographique,

Reconnaissant que de nouvelles études et recherches sont nécessaires pour combler les lacunes de nos connaissances sur les causes et les conséquences des tendances démographiques, particulièrement dans les pays peu développés,

Reconnaissant que le déplacement de groupes nationaux importants vers d'autres pays peut créer des difficultés d'ordre ethnique, politique, affectif et économique,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général, intitulé "Décennie des Nations Unies pour le développement - mesures proposées", qui mentionne notamment les rapports étroits qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social;

2. Note avec satisfaction les travaux sur les problèmes démographiques qui ont été exécutés jusqu'ici sous la direction de la Commission de la population du Conseil économique et social;

/...

3. Prie le Secrétaire général de mener auprès des gouvernements des Etats Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées, une enquête sur les problèmes particuliers qu'ils rencontrent du fait de l'action réciproque du développement économique et des changements démographiques;

4. Recommande au Conseil économique et social, en coopération avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et la Commission de la population et compte tenu des résultats de l'enquête mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, d'intensifier ses études et recherches sur les rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, en prêtant une attention particulière aux investissements dont ont besoin les pays en voie de développement pour leur équipement sanitaire et scolaire, dans le cadre de leurs programmes généraux de développement;

5. Recommande en outre que le Conseil économique et social rende compte de ses conclusions à l'Assemblée générale, au plus tard à la dix-neuvième session;

6. Estime, comme la Commission de la population^{1/}, que l'Organisation des Nations Unies doit encourager et aider les gouvernements, en particulier ceux des pays peu développés, à recueillir les données de base et à effectuer les études indispensables sur les aspects démographiques, de même que sur les autres aspects de leurs problèmes de développement économique et social, et qu'elle devrait fournir aux gouvernements, sur leur demande, une assistance technique pour leur permettre d'exécuter leurs projets et programmes nationaux relatifs aux problèmes démographiques;

7. Recommande que le deuxième Congrès mondial de la population prête une attention particulière aux rapports qui existent entre l'accroissement démographique et le développement économique et social, notamment dans les pays peu développés, et qu'il s'efforce d'obtenir que des experts de ces pays participent le plus possible à ses travaux.

1/ E/3451, par. 15.